



# ÉDITO

N<sup>81</sup> ÉTÉ 2022



Directeur de publication :  
Maryse Viseur

Rédactrice en chef :  
Isabelle Hugues - de Segonzac

Comité de rédaction:  
Anne de Bagneaux - Savatier  
Marie-Christine Langlais  
Marileine Toinet

Association des auditeurs IHEDN  
région Paris Ile-de-France  
École militaire 1, place Joffre  
Case 41 Paris 75700 SP 07

secretariat@ihedn-paris.eu  
www.ihedn-arparisidf.org

Maquette  
Aida PEREIRA  
aidisign@gmail.com  
06 58 14 60 55

Crédits photo  
freepik



## Une histoire de passation de poste !

Chers camarades, chers amis,

Après deux ans de crise sanitaire, nous aspirions tous à un printemps plus calme. Ce n'est pas le cas, la guerre est revenue sur notre continent, presque à nos portes. Guerre sur le terrain, guerre d'information dans laquelle il n'est pas toujours facile de discerner le vrai du faux. Nous vous avons régulièrement transmis les notes de l'Institut pour vous aider à suivre le déroulement et les enjeux de ce conflit.

Si nous avons été « privés » de dîner des voeux, la vie de notre association redevient plus normale avec la reprise des conférences à l'École militaire (Luc Lallemand, PDG de SNCF Réseau), les « rallyes citoyens » de Vincennes et de Fontainebleau au mois de mai, la visite de Satory et la perspective d'un voyage passionnant dans les Pays baltes en septembre.

Parallèlement, nous participerons aux deux séjours de cohésion du Service national universel et nous avons apporté notre soutien à la 227<sup>e</sup> session régionale Île-de-France. Deux sessions en un an (après trois ans d'absence), ce sont de nouveaux auditeurs qui viendront nous apporter du sang neuf.

Enfin, chers amis, nous avons tenu notre assemblée générale à l'issue de laquelle votre comité directeur a désigné un nouveau président. En effet, comme mon prédécesseur je n'ai pas souhaité prolonger mon mandat pour laisser la place à une nouvelle dynamique. C'est donc Maryse Viseur, vice-présidente, qui va me succéder. J'en suis ravi car, ayant pu apprécier directement ses qualités et son engagement, je sais qu'elle saura continuer et développer nos actions et notre rayonnement.

Bienvenue à Maryse !

Merci à chacun pour votre confiance et les bonnes choses que nous avons partagées ensemble depuis plusieurs années.

Bien fidèlement,

Pascal Roze



## ÉDITO

Élue présidente ce 24 mai 2022, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont fait confiance et m'ont apporté leur soutien.

Née en Charente, créatrice dirigeante de ma propre société, j'arrive à Paris en 1989 pour rejoindre mon mari. Je deviens auditrice IHEDN en 2012 et après m'être impliquée dans différents comités, j'intègre dès 2016 le CoDir et le bureau de l'association régionale Paris Île-de-France. En 2019, je deviens vice-présidente. Ma vie s'est toujours articulée autour du mot « engagement ».

Un engagement au service de la grandeur de la France, un intérêt pour la position de notre pays dans le concert des nations tout comme des enjeux qui concernent nos populations dont celui de notre jeunesse afin de construire des ponts de compréhension et de dialogue avec ceux qui n'ont pas la connaissance ont toujours été mon « fil conducteur ». La devise de l'école de Saint-Cyr n'est-elle pas « Ils s'instruisent pour vaincre » ?

Le succès pour notre association régionale Paris Île-de-France, plus brièvement dénommée AR 16, sera celui d'une équipe motivée, orientée vers l'engagement, la rénovation, la fraternité, étant convaincue que l'action est aux antipodes de l'action individuelle.

Chers camarades, votre souhait d'unir vos forces aux miennes, en m'ayant élue, sont autant de signes forts, annonciateurs de ce succès pour notre AR Paris Île-de-France.

Ensemble, soyons heureux de nous retrouver dans la cohorte des citoyens actifs et de participer au destin de l'Union-IHEDN.

Maryse Viseur

# AGENDA

## 3<sup>È</sup> TRIMESTRE 2022

- **Mercredi 7 septembre** : conférence d'Éric Baseilhac sur la « Géopolitique du médicament ».
- Voyage d'étude dans les Pays baltes du **10 au 18 septembre**.
- **Mercredi 21 septembre** : réunion des nouveaux membres de notre association.
- **Jeudi 22 septembre** : dîner de rentrée au Cercle national des Armées.
- **Jeudi 29 septembre** : Train 4.0 de la cyber :  
Conférence sur les « Enjeux et risques liés aux navires autonomes à horizon 2030, se préparer dès maintenant ? »

## CONFÉRENCES

### L'« APRÈS MERKEL »

Conférence de Jean-François Dumont, journaliste  
7 décembre 2021

Le 7 décembre, l'AR 16 a organisé une conférence sur l'« après Merkel », animée avec son brio habituel par Frédéric Jallat, en pleine actualité puisque le lendemain, le nouveau chancelier, Olaf Scholz (SPD) prêtait serment. Cette conférence était assurée par mon vieil ami Joël-François Dumont, journaliste et fin connaisseur de la politique allemande, en duo avec le professeur Patrick Moreau, analyste reconnu de la politique dans l'Europe de l'Est. Malheureusement ce dernier a été sollicité par les autorités françaises pour décrypter dans l'urgence les derniers avatars de la politique autrichienne avec la nomination du chancelier Nehammer ; nous avons dû changer, au dernier moment, l'organisation de cette conférence dont Jean-François a bien voulu assurer, au pied levé, l'intégralité, avec les éléments communiqués par Patrick Moreau. Qu'ils en soient ici, tous deux, chaleureusement remerciés.

Difficile de résumer ici une heure et demi d'échanges riches, denses et sans langue de bois. Je me bornerai donc à en relever les traits les plus saillants, en invitant les camarades désireux d'approfondir à visionner l'intégralité de cette conférence, disponible sur le site de notre association.

Je citerai en préambule SE Philippe Étienne, qui fut mon ambassadeur à Berlin : « On aurait tort de croire que les Allemands sont des Français qui parlent allemand ». Comme l'a dénoncé notre conférencier, fort de son implantation en Allemagne qui permet, sans aucun doute, une vision

plus claire, nos perceptions des deux côtés du Rhin sont perturbées depuis Léna (1806!) par des stéréotypes générateurs de malentendus.

Venons-en au thème de notre échange : l'« après-Merkel » qui a commencé le lendemain de notre conférence, lorsque Olaf Scholz, ministre des Finances et vice-chancelier d'Allemagne est devenu, le 8 décembre et pour 4 ans le nouveau chancelier d'Allemagne. L'intervention s'articulait en trois parties : (I) bilan de l'action d'Angela Merkel, chancelière durant près de 16 ans ; (II) programme de gouvernement dans la plateforme commune de la nouvelle coalition « feu tricolore » ; (III) la Bundeswehr, armée parlementaire.

### I - Le bilan en demi-teinte de Madame Merkel : l'immobilisme du Commandeur

Des articles dithyrambiques ont paru, beaucoup plus dans la presse étrangère qu'allemande. Jean-François Dumont préfère se référer à l'analyse nuancée de Nicolas Baverez, le 29 novembre 2021 dans le *Figaro* :

« Après le départ du Royaume-Uni, le cœur de l'intégration du continent réside plus que jamais dans la relation franco-allemande. En apparence, la coalition SPD, Verts et Libéraux, conduite par Olaf Scholz et placée sous le signe du pragmatisme et du progrès, semble plus proche des vues françaises sur l'Europe que les gouvernements d'Angela Merkel. Il était [...] grand temps que l'Allemagne se réveille. **Angela Merkel a en effet assis son exceptionnelle longévité sur un culte de la stabilité confinant à l'immobilisme. En dehors de ses décisions très contestables de sortie à marche forcée du nucléaire en 2011 et d'ouverture des frontières aux migrants en 2015, elle a prospéré sur la rente des réformes de Gerhard Schröder. Il en alla de même en Europe où son leadership s'exerçait par défaut, préférant réagir trop peu et trop tard plutôt qu'anticiper, ce qui se révéla notamment catastrophique au cours de la crise de l'euro. Olaf Scholz a donc été élu pour renouer avec le mouvement.** »

Aux dernières législatives, Madame Merkel a imposé à sa formation politique chrétienne démocrate un candidat médiocre, Armin Laschet, présenté en France comme « un francophile militant » ! La CDU avec 42% d'intentions de vote disposait en janvier 2021 d'une « voie royale » pour gouverner l'Allemagne pour trois ou quatre mandats successifs. Elle s'est tirée « deux balles dans chaque pied » avec ce personnage falot qui a mené son camp à une déroute historique. La CDU a besoin de se refonder car elle est au bord du délitement.

Pour les Allemands, Madame Merkel reste « **Mutti** », cette femme de pouvoir que tout le monde chercherait à imiter ? Comme la candidate victorieuse de la primaire des Républicains qui déclarait : « je ferai comme Madame Merkel ». Pourtant, pour Jean-François Dumont, Angela Merkel reste le fossoyeur de la CDU et de la politique européenne allemande. Il y a des secteurs régaliens, dont la sécurité, dans lesquels elle ne s'est jamais impliquée.

Comment expliquer alors les sondages réalisés en Allemagne sur Madame Merkel qui donnent **jusqu'à 80% de satisfaits : plusieurs raisons expliquent que la bonne impression l'emporte très largement sur la réalité d'un bilan très mitigé.**

Angela Merkel fait l'unanimité sur trois points : son **honnêteté** ; cet « **immobilisme** » qui a garanti à l'Allemagne, dans une période de grande tourmente, la **stabilité**, première des priorités pour la population allemande ; enfin le fait qu'elle soit « **une personne qui rassure** ». En parallèle, cette femme politique a su, en vraie « tueuse », éliminer tous ses rivaux potentiels. Un peu comme le chancelier Kohl, le mentor qu'elle a trahi.

C'est paradoxalement dans l'ancienne RDA, où elle est arrivée enfant, que le rejet est le plus fort. Après la chute du mur, cette scientifique a réussi à s'imposer dans la CDU qui avait besoin de s'installer dans les länders de l'Est, où le parti communiste avait régné sans partage pendant 50 ans. Elle aurait dû incarner les aspirations profondes d'une population qui rêvait d'une vie meilleure après tant d'années de dictature. Cet immense espoir déçu explique, pour partie, la montée, dans ces mêmes länders, de l'AfD, (Alternative pour l'Allemagne), qui, en France, a été présentée d'une manière plutôt mensongère. Des 100 députés AfD, une partie de la presse étrangère n'a voulu voir que les 15% de « vrais » militants d'extrême-droite.

Olaf Scholz, ancien maire SPD (Social-démocrate) de Hambourg est un homme décidé qui, aujourd'hui, suscite plus de respect dans le camp adverse que dans son propre camp en pleine déroute et qu'il a pourtant conduit à la victoire. Le déclin du SPD résulte des mêmes raisons qui, en France, ont conduit le parti socialiste à agoniser pour avoir « préféré le sociétal au social ».

La campagne Scholz a été très professionnelle : parti de

loin, Olaf Scholz a rebondi de façon extraordinaire avec un pragmatisme absolu, et l'aide des médias, réseaux sociaux et même instituts de sondage : surtout Scholz a réussi à faire comprendre à son aile gauche – qui ne l'aime pas – qu'il fallait se taire ou perdre et payer le prix. Objectif atteint... pour l'instant!

## II - L'accord de gouvernement de la coalition tricolore

Alors que la CDU a connu un recul historique avec 24,1 % des voix et 197 sièges, le SPD avec 25,7 % des suffrages et 206 sièges est arrivé en tête pour la première fois depuis 2005. Les Verts et les Libéraux ont, quant à eux, progressé. Après les élections législatives du 26 septembre dernier, le SPD, le FDP et les Verts ont élaboré ensemble, en deux mois, un accord de coalition pour les quatre années à venir.

Le 15 octobre, ces trois partis ont publié un document de 177 pages décrivant les grandes orientations politiques de la future « coalition feu tricolore » Ampelkoalition. Il recourt largement aux idées de **modernisation de l'état et de progrès**, ainsi qu'au **choix récurrent de prendre l'Europe comme l'échelle pertinente pour l'analyse des défis et leurs solutions**. La coalition est affichée comme une alliance pour la **liberté** (valeur libérale), **l'équité** (objectif CSU) et le **développement durable** (Verts).

L'achèvement de l'unité intérieure demeure un objectif important dans le cadre d'une économie de marché sociale et écologique, avec une sortie complète du charbon en 2030 ; par souci apparent de se concilier le partenaire français, le nucléaire n'est pas évoqué.

Assurer la prospérité allemande dans la mondialisation n'est possible que si sont réunies les conditions de concurrence équitables : fiscalité juste – nationale et internationale – et lutte conséquente contre l'évasion fiscale (impôt de 15 % sur les profits des entreprises - G20).

La formule « **responsabilité globale de l'Allemagne** » caractérise la future politique étrangère, associant obligation morale et action politique. L'Allemagne entend assumer « **En tant que plus grand État membre, sa responsabilité particulière dans un esprit de service de l'UE dans son ensemble** ». Allusion discrète à des ambitions de direction européenne ? La future politique étrangère, de sécurité et de développement, doit approfondir les partenariats, en créer de nouveaux et **défendre les valeurs de liberté, de démocratie et les droits de l'homme**, en étroite collaboration avec les partenaires démocratiques.

La volonté d'**accroître la souveraineté stratégique de l'Europe** semble une concession à la position française. Elle implique propre capacité d'action dans le contexte mondial, moindre dépendance/vulnérabilité dans des domaines stratégiques importants à savoir approvisionnement énergétique, santé, importations de matières premières, technologie numérique... sans pour autant isoler l'Europe. La coalition s'engage à mieux

protéger les technologies et les infrastructures critiques, à adapter les marchés publics et à lancer un consortium européen 5/6G. L'approche est large mais la question des forces armées et de leur équipement n'est pas clairement citée, contrairement à l'approche française.

Concernant la défense, la coalition défendra une conception globale de la sécurité, où le civil est clairement privilégié. **Seront renforcées particulièrement la prévention et la gestion civile des crises**, notamment en mobilisant davantage de personnel civil.

Une coopération renforcée entre les armées nationales des membres de l'UE est préconisée, (formation, capacités, missions et équipements), comme le prévoient déjà l'Allemagne et la France. La volonté de créer des structures de commandement communes et **un quartier général civilo-militaire commun**, apporte un début de réponse aux propositions françaises. L'interopérabilité et la complémentarité avec les structures de commandement/capacités de l'OTAN doivent être assurées. Les missions civiles et militaires de l'UE sont intégrées dans un concept politique global (causes des conflits, stratégie de sortie, contrôle parlementaire).

Les relations France-Allemagne ne sont évoquées que de façon concise, en se référant aux accords passés et aux institutions créées sous le précédent mandat.

**Pas de référence privilégiée au « couple franco-allemand »** qui n'existe que dans l'esprit des Français. Via le triangle de Weimar, le texte accorde une importance au moins similaire sinon plus importante à la relation avec la Pologne (3<sup>e</sup> visite du chancelier après Paris et Bruxelles) qui ne doit pas rester dans l'isolement.

La coalition souhaite donner un **nouveau départ à la politique d'immigration et d'intégration allemande, qui soit à la hauteur d'un pays d'immigration moderne**. Changement de paradigme ! Il s'agit de réduire la migration irrégulière mais aussi de **rendre davantage possible la migration régulière** et de respecter les obligations juridiques de protection des réfugiés. La description de l'Allemagne comme « pays d'immigration moderne » vise à ancrer l'idée d'un pays dont **l'ouverture aux migrations fait désormais partie intégrante de la culture politique et sociale**, idée, semble-t-il, largement acceptée par l'électorat de la coalition.

**L'OTAN reste le fondement indispensable de la sécurité.** La coalition s'engage à renforcer l'alliance transatlantique, notamment son pilier européen (serait-ce une réponse à la politique française de défense européenne ?) et à en partager équitablement les charges... mais sans engagements chiffrés. Le retrait des armes stratégiques des États-Unis, en Allemagne, n'est plus à l'agenda du SPD.

La Bundeswehr apporte une contribution essentielle à la

protection et à la défense de l'Allemagne et de ses alliés. En tant qu'armée parlementaire, elle est soumise au contrôle du Parlement. **Outre les missions à l'étranger dans le cadre de la gestion internationale des crises et des conflits**, qui se fondent sur le droit international public, en particulier sur les décisions de l'ONU, **la défense du pays et de l'alliance a gagné en importance**. Ces deux missions doivent être remplies de la même manière par la Bundeswehr. Mission et tâches de la Bundeswehr doivent s'orienter sur les défis stratégiques et les menaces sécuritaires de notre époque. Ses structures feront l'objet d'un inventaire critique et des priorités stratégiques d'équipement définies en vue de renforcer leur efficacité opérationnelle.

La coopération technique en matière d'armement en Europe sera encouragée, en tenant compte des technologies-clés nationales et en permettant aux PME (nombreuses en Allemagne) de participer à la concurrence.

**L'achat d'un système d'armes pour remplacer l'avion de combat Tornado est, pour la première fois, daté.** Mais, la prise en compte de la participation nucléaire de l'Allemagne au sein de l'OTAN pourrait orienter ses choix dans l'achat d'un nouvel avion européen ?

La coalition admet enfin, sous conditions, l'acquisition de drones armés, tout en condamnant les homicides extralégaux ! Pour finir, la nouvelle stratégie cyber pour la Bundeswehr, pourrait constituer un champ de coopération France-Allemagne.

### III - Dix points à connaître sur la Bundeswehr.

- En temps de paix, la Bundeswehr est contrôlée par le ministère de la Défense. Le ministre est le seul civil qui peut donner des ordres aux militaires, ce qui assure le primat du politique. Le chancelier n'exerce son autorité sur les armées qu'en temps de guerre.

- La Bundeswehr est, depuis sa création par les Alliés, « **une armée parlementaire** »... Autrement dit, un « animal à quatre pattes », chacune investie de 25% de pouvoirs et prérogatives dans un pays où les plates-bandes sont farouchement gardées. En effet, le pouvoir est donc strictement partagé entre le « **ministre** », responsable politique, le « **Generalinspekteur** », équivalent de notre CEMA, le « **président de la Commission de la défense** » qui donne le feu vert pour envoyer des soldats en OPEX et enfin le « **Commissaire parlementaire aux forces armées** ». Pour tout acte important, **il faut l'unanimité des quatre**.

- Créée en 1955, après l'échec de la ratification du traité instaurant la Communauté européenne de défense, cette armée fédérale voulue par les États-Unis a **immédiatement été intégrée au dispositif de l'OTAN** par les accords de Paris.

- Le projet de remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest face à la menace soviétique en 1950 avait provoqué une polémique majeure entre le SPD et la CDU : était-il moral qu'après la

dictature hitlérienne, l'Allemagne puisse disposer de nouveau d'une armée ?

- Lors du débat sur la création d'une nouvelle armée allemande (1954), le SPD restait un opposant farouche à l'armée fédérale. « **La chose militaire** » a longtemps suggéré des sentiments allant de la suspicion au mépris. Pour la première fois depuis 16 ans, le SPD reprend le portefeuille de la Défense, avec Christine Lambrecht, ex-ministre de la Justice.

- **La Bundeswehr a un sérieux déficit d'image**, perçue par une très large partie de l'opinion allemande comme un « mal nécessaire », très loin de l'image positive de nos armées en France.

- **Pour la première fois de son histoire, le budget de la Bundeswehr** (près de 49 milliards) **dépasse celui de nos Armées** de quatre milliards d'euros. Qu'est-ce que les Allemands, entièrement dépendants du parapluie nucléaire américain, vont pouvoir faire de ce budget. **L'industrie de défense allemande entend bien récupérer une partie de cette manne...**

- Il faut rattraper **l'absence d'investissement d'Angela Merkel** dans **les domaines de la sécurité et de la défense**. En Allemagne, l'on parle toujours de « politique de sécurité », en France, de « politique de défense ». Il a fallu attendre mai 2021 pour que les experts de la CDU le regrettent et que les Verts sortent un document implorant les Américains de conserver leurs armes nucléaires sur le sol allemand !

- Les chances de développer une coopération France-Allemagne dans le domaine militaire seront-elles meilleures ? Oui, seulement si nous **cessons de parler de « couple franco-allemand »**, auquel seuls les Français croient encore et de **vanter les mérites de « l'Europe de la Défense »**, concept français qui insupporte la plupart de nos voisins préférant « la Défense de l'Europe ».

- Enfin l'Allemagne, pas entièrement maîtresse de sa souveraineté, reste ligotée par les traités secrets qu'elle avait dû signer avec Washington. Sous Schröder, elle a essayé de s'en affranchir : parions que Scholz tentera de négocier un nouveau partage des tâches.

\*\*\*\*\*

*La richesse du débat n'a pas permis de répondre à toutes les questions. L'une d'elle portait sur l'armement d'infanterie d'origine allemande utilisé par l'armée française.*

*L'observation est pertinente, mais il ne faut pas la limiter aux forces armées.*

*En France, police, gendarmerie et douanes utilisent le PA germano-suisse Sig-Sauer et le PM HK MP 5.*

*Je n'étais pas dépaysé lors des « Preisschiessen », compétitions amicales de tir organisées annuellement par les services douaniers allemands. Il ne faut pas en faire grief à l'Allemagne mais à la politique d'armement française*

*de la DGA (Direction générale de l'armement) qui a refusé de donner un successeur au « Clairon » et renoncé à la production d'armement individuel conventionnel dans nos manufactures d'armes au profit de produits plus sophistiqués (avions, missiles). La nature a horreur du vide.*

Yvan Chazalviel

## LA GRANDE EXTENSION -

### HISTOIRE DE LA SANTÉ HUMAINE

*Conférence de David Zeitoun, docteur en médecine – En visioconférence 11 janvier 2022*

Jean-David Zeitoun, 42 ans, est docteur en médecine (hépatogastroentérologie), diplômé de Sciences Po et docteur en épidémiologie clinique.

Il a été interne et chef de clinique à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Ses travaux de recherche concernent la régulation des médicaments, les risques associés aux traitements, la R&D pharmaceutique, l'économie de la santé, la qualité des soins et la santé populationnelle.

Il est l'auteur de plus de 120 articles scientifiques dont la moitié dans des revues internationales.

Il est également relecteur pour plusieurs revues à fort impact dont le BMJ et le JAMA Internal Medicine. Il a enseigné à Sciences Po Paris et à l'École des hautes études en santé publique.

Il est directeur de recherche à l'ESCP Business School et également, co-fondateur d'Inato, une jeune entreprise spécialisée dans les études cliniques et le recrutement de patients.

Il écrit régulièrement pour des médias de référence comme Le Monde ou Les Échos.

Il est l'auteur de « *La Grande Extension* », histoire de la santé humaine, paru en 2021 aux éditions Denoël et nous propose, dans cette conférence, un aperçu des résultats qu'il a établis.

#### I - Histoire de l'espérance de vie

L'histoire de la santé humaine s'analyse à partir de l'étude de l'espérance de vie au cours des siècles. Jean-David Zeitoun distingue trois périodes :

- 1<sup>ère</sup> période : de la révolution néolithique (12.000 ans) à la moitié du dix-huitième siècle de notre ère, période de stagnation ou de baisse d'espérance de vie par rapport à la période antérieure de l'homme chasseur-cueilleur.
- 2<sup>ème</sup> période : du milieu du dix-huitième à la seconde guerre mondiale, caractérisée par des progrès de santé publique.
- 3<sup>ème</sup> période : de la deuxième guerre mondiale à 2010.

Pendant la première période, la mortalité infantile est très élevée. L'espérance de vie de 25 ans ne reflète pas les parcours individuels où certains atteignent l'âge de 60 ans. La cause des décès est comportementale (violence) et

environnementale (microbes, médecine sans impact sur la santé).

Au cours de la deuxième période, l'espérance de vie augmente grâce au développement de la santé publique et à l'application des traitements antibiotiques, qui bénéficie aux enfants et élimine, de ce fait, la mortalité infantile.

Désinfections, eau potable, évacuation des déchets des villes, assainissement, régulation de l'alimentation ainsi que le premier vaccin contre la variole (Jenner-1796). La révolution industrielle en Grande-Bretagne a eu un impact positif malgré des transitions chaotiques. Aux États-Unis et en France, cet impact chaotique le fut à moindre échelle, grâce à une meilleure nutrition.

En Grande-Bretagne, le mouvement sanitaire s'est développé grâce à un politicien, Shadwick, qui fit passer et appliquer la loi sur la pauvreté. (1830 à 1850), qui entraîna une diminution de la mortalité microbienne (premier pays au monde où le choléra disparaît).

Par la théorie des germes, qui remplace celle des miasmes, on a réalisé que notre environnement baigne dans un milieu de microbes bénéfiques ou non, et ce, grâce aux travaux de Pasteur, Koch et Pfize, Simmenveis et John Snow.

Cette théorie laisse la place aux maladies chroniques, cancers, maladies cardio-vasculaires. Les progrès de longévité sont sous-tendus par le niveau de revenus, et, également, par les vaccins et les antibiotiques.

Une croyance était établie que l'espérance de vie ne pouvait dépasser 65 ans. Mais en 1974, une campagne de prévention du tabagisme ainsi que des techniques de pontages cardiovasculaires favorisent le recul de la mortalité. Par contre, les cancers « *hétérogènes* », c'est-à-dire affectant plusieurs organes, parce que les traitements sont plus difficiles à cerner, n'aident pas à la baisse de la mortalité. Mais, dans le cas de cancers « *homogène* », tel que le cancer hématologique, les progrès pharmaceutiques sont à l'avant-garde.

## II - Progrès et conséquences sociales

Ce sont bien les progrès en cardiologie et en cancérologie qui permettent une progression de l'espérance de vie de 65 à 78-88 ans.

En Occident, un quart des médicaments sur le marché concernent le soin des cancéreux. C'est le créneau convoité par tous les laboratoires pharmaceutiques.

170 milliards de dollars de médicaments oncologiques par an sont dépensés, sur un total de 1100 milliards de dollars.

Malgré ces progrès, trois problèmes apparaissent.

- Le coût de la santé, au sein de l'OCDE, représente 6 à 7% du PIB, 17% du PIB des États-Unis.
- L'hétérogénéité des coûts.
- Les inégalités sociales qui ont remplacé les inégalités naturelles. Une corrélation établie aux États-Unis montre que les personnes les plus riches sont celles qui vivent le plus longtemps.

80% de la population mourra de maladies chroniques du fait de quatre facteurs :

- Une sous-utilisation du corps.
- Une consommation de tabac, d'alcool.
- Une mauvaise alimentation.
- En perspective, 500 millions de diabétiques et une progression des maladies respiratoires sont à prévoir.

Le paysage mondial fait état de trois types de maladies : les maladies du fait de violences telles que guerres, féminicides, rixes, sont restées stables, les maladies microbiennes sont en nette baisse, et les maladies chroniques, en croissance élevée. Les pays aux revenus plus élevés ont le moyen de lutter contre le fardeau environnemental.

L'espérance de vie est en déclin depuis les années 2010 dans le monde et notamment dans les pays anglo-saxons, dont les États-Unis, et ce, donc, bien avant l'apparition du Covid.

La question qui se pose est de savoir si cette baisse se maintiendra ou non, et de déterminer si nous sommes dans une quatrième phase d'évolution ou de diminution de l'espérance de vie.

## III - Questions

Les questions abordées ont apporté des compléments d'information et des remarques intéressants.

On estime une espérance de vie en bonne santé si le dysfonctionnement se limite à une hypertension contrôlée.

La hausse des coûts de la médecine, du fait de sa technicité, et la réduction des budgets, ne peut restreindre l'accès aux progrès de la médecine.

Les « Pharma », grands laboratoires pharmaceutiques, se portent bien. La Santé publique est le seul domaine où l'investissement s'avère rentable, voire très rentable.

Aucun candidat politique ne propose de programmes de santé publique car il faut réprimer le tabac, l'alcool, la mauvaise alimentation ou la pollution.

On ne parle pas des mesures qui seraient efficaces sur le plan sanitaire et allègeraient les dépenses consacrées aux technologies médicales nécessaires mais une telle décision demande des efforts politiques.

Les populations sont prêtes ; elles réclament du changement. Mais les politiques pensent que ce n'est pas le moment ; alors, ils s'esquivent.

Certains pays ont mis en place des mesures et cela a permis de faire des économies de santé : exemple, la Nouvelle-Zélande par la lutte contre le tabac.

Concernant la prospective d'espérance de vie ou longévité, terme identique pour les démographes, ces derniers ne croient pas en un scénario d'accélération dans lequel on aurait une amélioration qui montrerait que l'espérance de vie continue à progresser car il y a énormément de pathologies chez les personnes âgées - par exemple, le cancer, notamment celui du pancréas, dont la fréquence augmente et pour lequel les progrès thérapeutiques sont quasi nuls.

La crise des opioïdes aux États-Unis a résulté de la pression de certains laboratoires qui seront gravement punis car le pays se retrouve à déplorer 50 à 70.000 morts par an d'overdose

aux opiacés.

L'espérance de vie et le niveau de vie qui se détériorent aux États-Unis affectent plus particulièrement les blancs américains, non diplômés et aux conditions sociales difficiles. Cette situation ne tient pas à leur état économique mais plutôt à leur perte de perspective, comme Thomas Piketty l'a montré il y a dix ans : le rêve américain n'existe plus, ils (ces américains blancs de condition modeste) n'ont plus l'espoir de devenir milliardaires.

Olga Schalapa

## LA DIPLOMATIE FÉMINISTE DE LA FRANCE

*Conférence de Maxime Forest, enseignant Sciences Po Paris*

*En visioconférence - 3 février 2022*

Maxime Forest nous a fait l'honneur de nous présenter la diplomatie féministe en cartographiant l'émergence du concept en Suède, l'importance de la « diplomatie douce » («*soft power*»), la place de l'éthique dans les relations internationales et les limites de cette diplomatie.

La notion du « genre » reste controversée et déformée.

Maxime Forest a, ainsi, mis en exergue cette question du genre au regard de la diplomatie féministe dans certaines régions du monde. Dans ce contexte, la France fait partie de ces nations qui s'ouvrent à ces questions.

Il nous a été offert un temps de discussion très précieux révélant que l'agenda Femme, Paix, Sécurité «*est un parcours de la peine, mais qu'avec du courage, de l'acculturation, des outils, de la transparence, il en rapportera davantage.*»

Ce programme, élaboré par l'ONU et constitué de dix résolutions, vise à protéger les femmes vivant dans des zones géographiques prioritaires – Cf. Ci-dessous le lien :

**<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/actualites-et-evenements/article/l-agenda-femmes-paix-et-securite>**

Marie-Danielle Vasquez-Duchêne

## CONFERENCE SUR « LA CRISE ENTRE LA RUSSIE ET LES OCCIDENTAUX : CONTEXTE ET CONSEQUENCES ».

*Françoise Thom, maître de conférence émérite en Histoire contemporaine*  
*En visioconférence - 9 mars 2022*

Françoise Thom, maître de conférences émérite en Histoire contemporaine à l'université de Paris IV Sorbonne et auteure de plusieurs ouvrages sur l'URSS dont « Comprendre le poutinisme » a tenu une conférence sur « La crise entre la

Russie et les Occidentaux : contexte et conséquences ».

Françoise Thom a, dans un premier temps, proposé une mise en perspective historique qui remet en question la surprise de nombreux observateurs lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pour elle, c'est une guerre préparée de longue date qui exprime une volonté de revanche et de puissance qui s'affirme dès les années 2000. Les exportations d'hydrocarbures russes ont ainsi financé un appareil policier et un arsenal militaire qui a rendu possible la politique de puissance voulue par Vladimir Poutine. Cette politique s'exprime, dès 2007, avec les revendications russes en termes de zone économique exclusive mais surtout avec le discours de Munich où Vladimir Poutine affirme que la Russie n'accepte plus les humiliations et que, seuls, ses intérêts prévaudront à l'avenir. Cette politique s'illustre avec le démembrement de la Géorgie, en août 2008, lequel provoque peu de réactions en Occident. La nouvelle doctrine militaire russe est, alors, d'être prêt et d'anticiper une guerre. En 2020, les conditions semblent favorables à la Russie avec l'achèvement du gazoduc « Nord Stream 2 », la débâcle américaine en Afghanistan et les tensions entre les États-Unis et la Chine. La Russie, alors en position de force, lance son ultimatum pour un recul de l'OTAN, le 17 décembre 2021, avec la certitude que la faiblesse des États et des responsables occidentaux lui est favorable. Vladimir Poutine est donc surpris par le rejet de ses conditions et, pour ne pas perdre la face, lance son opération spéciale en pensant que celle-ci sera de courte durée.

Dans un second temps, Françoise Thom propose de lister les erreurs commises par la Russie et d'en montrer l'origine.

- 1<sup>è</sup> d'entre elles : la mauvaise évaluation de la situation en Ukraine. Vladimir Poutine a considéré que l'Ukraine n'était pas un véritable État, que son président était faible et, qu'à l'arrivée des forces russes, le pays s'effondrerait et que la population accueillerait les militaires russes en libérateurs. Dans les faits, la guerre a soudé la population, mis en avant un président patriote et montré que même les populations russophones étaient attachées à l'Ukraine, à son mode de vie, à la démocratie et qu'elles n'avaient plus le même état d'esprit qu'en 2014 lors de l'invasion de la Crimée.
- 2<sup>è</sup> erreur : l'évaluation erronée de la situation militaire, basée, elle aussi, sur 2014 où l'armée ukrainienne, noyauté de l'intérieur, n'avait pas combattu. Depuis cette date, l'armée ukrainienne a été réorganisée, équipée, entraînée et profite du soutien de la population. La « guerre éclair » a échoué et les difficultés de la Russie sont devenues visibles.
- 3<sup>è</sup> erreur : la fausse évaluation des capacités de combat de l'armée russe. Les problèmes logistiques sont apparus dès le troisième jour en termes de carburant et de munitions. Vladimir Poutine a été conforté dans sa croyance de la supériorité de l'armée russe par son entourage et par les généraux.
- 4<sup>è</sup> erreur : la sous-estimation de la réaction internationale. L'idée dominante à Moscou était que la peur d'un conflit pousserait les Occidentaux à accepter la perte de l'Ukraine. La rapidité et l'ampleur des sanctions ont donc surpris le chef russe.

- 5<sup>e</sup> erreur : la surestimation du chantage nucléaire qui a eu l'effet inverse escompté en mobilisant encore davantage l'Occident.
- 6<sup>e</sup> erreur : la croyance que l'économie russe pourrait résister aux sanctions. Même si depuis des années, la Russie se prépare, les sanctions financières, très fortes, ont mis en difficulté la banque centrale et la monnaie russe.
- 7<sup>e</sup> erreur : la surestimation de l'aide de la Chine qui ne veut pas se brouiller avec les États-Unis et l'Occident.

Pour finir, Françoise Thom explique que toutes ces erreurs ont une cause unique, à savoir le système autocratique de Vladimir Poutine qui est entouré de « courtisans » qui vont dans son sens, qui ont peur de donner des informations négatives, construisant ainsi une vision non-objective de la situation. À cette situation, s'ajoute l'obsession de Vladimir Poutine de restaurer, à travers une guerre patriotique, la puissance de la Russie puisque, comme il le rappelait en 2005, l'effondrement de l'URSS fut la plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle.

L'issue du conflit est incertaine... sortie de la Russie avec un minimum d'acquis, enlisement, changement de gouvernement. Pour la Russie, l'avenir passe par la démocratisation et la restitution des territoires.

Stephen Silvestrini

## LES COOPÉRATIONS INTERNATIONALES AU COMMANDEMENT DE L'ESPACE

*Conférence du Général Blanc – 6 avril 2022 – En visioconférence.*

La problématique du cyber espace a besoin d'un éclairage nouveau. C'est un véritable bouleversement qui affecte la plupart des grands pays. L'environnement est « toxique » car il n'y a pas de frontières et aucun véritable règlement international. L'espace est divisé en plusieurs couches à des distances plus ou moins lointaines de la terre où évoluent des satellites aux usages divers. C'est une zone de conflictualité potentielle autant pour les usages conventionnels que pour sa capacité militaire. Pour ce qui concerne la défense, son rôle est stratégique et tactique car il répond à de multiples besoins notamment pour la précision de la navigation. À l'économie spatiale sont affectés de plus en plus de fonds (400 milliards d'euros en 2009).

En 2020, il existe plus de 80 pays qui s'intéressent au spatial et le nombre de satellites mis en orbite dépasse les 1300 par an. Souvent, ces engins sont présentés comme civils mais sont en réalité militaires et l'utilisation de l'espace pour des forces spatiales est de plus en plus envisagée. La compétition est stratégique et chacun s'efforce de défendre ses intérêts spatiaux.

La France cherche à préserver son autonomie. Le

commandement de l'espace dépend directement du CEMA mais c'est l'armée de l'Air qui est chargée de la mise en œuvre.

### La coopération internationale :

La France a des partenaires stratégiques et conduit une politique d'échanges et de coordination surtout avec l'Italie (partenaire ancien avec les accords de Turin en 2001) et l'Allemagne. Elle cherche à imposer la transparence. L'Europe spatiale se met en place sous la houlette de Thierry Breton, le commissaire européen chargé de ce domaine. Paris s'appuie aussi sur l'Agence européenne de défense. Ce sont, bien sûr, les États-Unis qui « mènent la danse » et la France participe à de nombreuses opérations de coordination : échanges de personnel et de techniques. Il existe également une coopération avec les États du Pacifique (surtout la Nouvelle-Zélande) mais avec l'Australie, celle-ci est au « point mort ».

La France cherche à recruter des compétences techniques, à promouvoir un service global, à être présente dans toutes les instances internationales et à décourager les menées irresponsables.

### Les questions :

Elles ont porté sur :

- L'existence des débris dans l'espace.
- L'existence de satellites non répertoriés c'est-à-dire « clandestins ».
- La coopération avec la Russie et son devenir, notamment sur les lancements futurs d'Ariane.
- La protection et les techniques pour maintenir les satellites sur orbite.
- L'UE, puissance spatiale.
- Le commandement de l'espace est-il interarmes en France ?
- La France possède-t-elle une capacité de dissuasion ?

Didier Destremau

## COMMENT PILOTER SNCF RÉSEAU DANS UN CONTEXTE MULTICRISE ?

*Conférence de Monsieur Luc Lallemand, PDG de SNCF RÉSEAU*



Luc Lallemand est né en Belgique, cela se vérifie quand il prononce « puis » !

En début de carrière, officier de marine marchande sur super tanker, Luc Lallemand a ensuite travaillé dans l'aérien avant de rejoindre la SNCB en 2002. De 2004 à 2019, il a été directeur chez Intrabel puis administrateur pendant 10 ans à la RATP DEV.

Le 1er janvier 2020, il devient PDG de SNCF Réseau, réseau fort de 58 000 collaborateurs et réalisant 6,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Et ce, quelques jours avant la crise sanitaire et l'épisode de confinement.

NB : Mr Lallemand a fortement insisté sur ladite situation de crise pour décrire la spécificité de son arrivée à la SNCF.

### **I Contexte de la mission de Monsieur Lallemand**

En janvier 2020, tout d'abord, à la suite de la réforme de la SNCF sous le gouvernement d'Édouard Philippe, est mis en place le recrutement possible hors statut de cheminot, mais cette réforme peu acceptée produira une grève de 48 jours. Ensuite, la transformation des 3 établissements EPIC existants, en une seule société anonyme : SNCF SA.

Auparavant les ÉPICs n'avaient aucun administrateur, n'encouraient aucune responsabilité pénale et civile et perdaient 2 milliards d'euros chaque année, avec une dette de 60 milliards d'euros accumulée.

Création de SNCF Réseau en 2015 : d'abord organisé en ÉPIC, SNCF Réseau devient une SA avec responsabilité d'administrateur civile et pénale et ne devant pas créer de déficit, un point que le conférencier a souligné. Les autres entités du groupe sont SNCF Fret et SNCF Voyageurs.

### **<https://www.vie-publique.fr/fiches/20247-etablissement-public-administratif-epa-industriel-et-commercial-epic>**

La conviction de l'actuel PDG est qu'un exercice déficitaire entraîne tôt ou tard des plans sociaux et fait porter la charge de la dette sur les générations futures.

L'État a repris, depuis peu, la perte d'un milliard d'euros par an, ce qui soulage le compte de résultat et Luc Lallemand a prévu un retour à l'équilibre en 2024 ; il nous a assurés être actuellement sur cette trajectoire.

Il convient de constater que l'État français a fondamentalement changé de système de gestion.

### **II. Une feuille de route dynamique avec des défis**

1. Équilibre financier en 2024, ce qui veut signifier que les recettes couvriront les dépenses.
2. Réaliser l'intégration de SNCF Réseau dans le groupe SNCF. Le choix du modèle économique est laissé libre par l'Europe, en tenant compte du fait qu'il ne doit y avoir aucun frein vis-à-vis de la concurrence. Notons que SNCF Réseau possède 42 clients, gère 36 000 km de voies et 15 200 trains par jour
3. Améliorer la performance opérationnelle, le critère étant celui de l'arrivée à l'heure des trains, sans dépasser 5 minutes et 59 secondes sur l'horaire prévu. Ce taux est actuellement

de 92% et ce critère d'irrégularité du réseau fait l'objet d'un contrat d'amélioration sur 4 ans, en considérant que l'outil industriel est très vétuste ; il manque 1 milliard d'euros pour le rénover. Rappelons qu'il y a 30 000 km de voies et 5,2 millions de clients dont plus de 3 millions en Île-de-France.

4. Les effets du COVID ont posé le problème du dérouillage des voies nécessaire pour faire circuler, de nouveau, des trains sur des voies rouillées représentant 1/3 du réseau ferré. Cette pandémie a transformé la forte culture du « présentiel » et a créé cette nouveauté du télétravail. Il a fallu adapter les contrats de travail pour que les collaborateurs puissent télétravailler deux jours par semaine.

La magnifique culture du service public a mobilisé les salariés, bon nombre d'entre eux sont rentrés prématurément de leurs vacances et ont travaillé 90 h par semaine. La SNCF s'est mobilisée à 120 %.

Un grand effort de dialogue a été réalisé pour porter la stratégie de redémarrage de l'entreprise.

### **III Un avenir à triple facette**

1. La gestion technique - postes d'aiguillages, gestion du trafic -, la reprogrammation des chantiers et la gestion des sillons qui, pour certains, ont été revendus à d'autres clients.

2. La gestion de l'humain : aura-t-on suffisamment d'hommes et de femmes pour tenir, par exemple, les postes d'aiguillage ? Quid du moral des « troupes » ?

Comment combattre la lassitude après les quatrième et cinquième vagues de Covid car pendant ces périodes, nous n'avons rien produit.

3. La gestion financière : les ¾ du réseau doivent être régénérés mais le plan de relance du gouvernement va être d'une grande aide avec l'attribution de 4,1 milliards d'euros injectés pour la remise à niveau du réseau. Pour autant, les objectifs stratégiques n'ont pas été revus à la baisse.

En conclusion, cette période de crise a permis :

1. Le partage d'activités entre le présentiel et le distanciel ;
2. La mise en œuvre d'une politique de fidélisation car les plus jeunes sont difficiles à recruter et à garder.

Récemment, le choc violent de la guerre en Ukraine a provoqué une augmentation du prix de l'énergie, des matières premières, des problèmes logistiques et un risque sur la croissance. Malgré ces contraintes économiques, notre pays qui est le chef de file européen dans le domaine énergétique est bien moins exposé que l'Allemagne et la Pologne.

Luc Lallemand termine son exposé sur le rôle du dirigeant dont l'une des principales responsabilités est d'aider à la maîtrise de l'anxiété en période de crise. Il en souligne la dimension philosophique et psychologique et la nécessité d'avoir à portée de main une « boîte à outils » pour restaurer la motivation. Il insiste sur la prise de décisions collégiale, sur le management, sur la connaissance de soi-même, la gestion de l'équilibre émotionnel des dirigeants qui peuvent montrer leur vulnérabilité, la partager mais surtout donner du sens à ce qu'ils entreprennent.

En aparté, il trouve les Français trop critiques à l'égard de leur pays et de leurs dirigeants et il lui paraît impensable d'avoir autant de chefs d'opinion et d'intellectuels aussi « déclinistes ».

Frédéric Sené – Marie-Madeleine Salmon

# COMITÉ D'ÉTUDES

## COMITÉ « CYBER »

L'activité de notre comité d'étude « cyberstratégie » en 2020 et 2021 s'est trouvée décentrée sur la commission « cyberstratégie » de l'Union-IHEDN dont il est le principal vivier de ressources avec 20% des 80 auditeurs de cette commission inter-associations.

Nous avons produit un livre blanc sur « la cyber, une question de souveraineté » à l'été 2020 puis participé en 2021, avec plusieurs auditeurs au comité scientifique du Cybermois, relais français de l'initiative européenne à travers l'ANSSI. Les associations régionales de l'IHEDN ont, à elles seules, assuré plus du tiers des événements français référencés sur le site européen. Notre association régionale a contribué brillamment avec l'appui des régions Normandie et Var, de l'AA et des Jeunes autour des « Navires autonomes : cyber, risques, enjeux, impacts et perspectives », en invitant l'État-major de la Marine et le Groupement des Industries de Construction et Activités Navales (GICAN) autour de nos auditeurs.

Fin 2021, nous avons décidé ensemble, sous l'impulsion du lyonnais Stéphane Dargaud (AR14), de lancer une opération nationale en territoire baptisée « Train 4.0 de la cyber ».

Chacune des 42 associations peut organiser un événement labellisé, en coordination avec l'équipe pilote composée de l'AR Paris IDF, l'AR Var Corse et des Jeunes. À ce jour, neuf événements ont été organisés depuis janvier 2022 et dix autres sont prévus au second semestre. Notre région du Grand Paris a, pour sa part, inauguré le nouveau lieu totem du Campus Cyber, le 15 mars, autour des « Femmes d'aujourd'hui dans le monde cyber, l'excellence à la française » grâce à Gaëlle Picard, CefCys, Cinov numérique. Plusieurs opus sont prévus au second semestre sur une déclinaison de ce dernier thème et des Navires autonomes.

En 2023, en fonction de la nouvelle stratégie gouvernementale, nous nous attaquerons collectivement à une mise-à-jour d'une version numérique en ligne de notre livre blanc.

Gaëlle Picard (AR Paris IDF)  
Pierre-Guillaume Gourio-Jewell (AR Var et Corse)  
et Olivier LYS (AR Paris IDF/AR Versailles)

## COMITÉ « LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES SUR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS »

Le comité sur « les enjeux géopolitiques sur la sécurité des Français » a travaillé avec constance depuis la fin du mois de novembre. Ses membres, certes persuadés alors de l'importance du thème, ne se doutaient pas, en se mettant à l'œuvre, qu'ils prenaient en main un sujet appelé bientôt à devenir d'une brûlante actualité ! La mission de l'État de protection de la population devient centrale avec le retour de la guerre au cœur même de l'Europe.

Les évolutions fortes que connaît la France sur les plans démographiques, économiques, sociaux, climatiques, l'irruption du numérique dans la vie quotidienne, dans l'information des citoyens, dans les processus de production, n'ont en rien démodé les vieux rapports de force, contrairement à ce qu'on l'on pouvait croire.

Quelles adaptations la France, pays occidental membre de l'OTAN, pays européen fondateur de l'UE, pays lié à l'Afrique et au Moyen-Orient par des liens historiques, doit-elle engager pour faire face ?

Le comité a clôturé ses travaux fin juin.

Jacques Baysselance

## COMITÉ D'ÉTUDE « FRANCE 2030 »

Le comité d'étude « France 2030 » s'est réuni cinq fois depuis son lancement, à l'initiative de l'association, en février 2022.

Constitué de dix membres, issus de la Défense et du monde économique, le groupe a débuté sa réflexion à partir de l'analyse des objectifs et des grands axes du Programme « France 2030 » présenté en 2021 par le président de la République.

Il a ensuite défini son angle de contribution selon une double approche :

- une contribution qui s'inscrit en cohérence avec les missions de l'IHEDN;
- une contribution originale fondée sur des apports et réflexions non systématiques et académiques, mais sélectifs et pratiques.

À l'issue des échanges, le groupe a ainsi décidé de faire porter sa contribution sur les conditions de réussite de la France en 2030, autour des facteurs-clés des matières et des ressources, des talents et des compétences, du capital et des actifs tant matériels qu'immatériels. Il s'agit d'identifier les conditions premières d'une autonomie stratégique, pleinement inscrite dans des complémentarités européennes, visant à éviter des dépendances non souhaitées.

D'ores et déjà, les liens nécessaires entre l'industrie et l'innovation, l'importance de la formation, la cohésion nationale et intergénérationnelle et l'association des territoires à la gouvernance apparaissent comme des trames d'action fortes.

À partir d'un fil narratif des convictions du groupe, la dernière ligne droite a été celle de l'élaboration d'une note de synthèse qui puisse être adressée aux autorités publiques à l'été, et qui devait s'appuyer également sur quelques auditions de personnalités investies sur ces questions.

Solenne Lepage

## COMITÉ « LES MENACES POUR L'EUROPE, QUELLES DÉFENSES POUR L'EUROPE ? »

Le comité a prévu son étude sur trois ans.

Après avoir étudié l'état des forces militaires des 27 pays membres de l'Union européenne, le groupe de travail a porté son attention sur les autres forces de l'Union européenne en balayant tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle des pays membres, compléments essentiels des forces armées pour parer aux menaces potentielles. L'actualité est, bien naturellement, prise en compte pour produire des informations les plus exactes.

Pour clore son cycle triennal, le Comité de travail achèvera ses réflexions par l'étude des menaces dont la Communauté européenne peut être la cible et auxquelles les forces militaires et non militaires peuvent être une réponse.

Isabelle de Segonzac

# RAYONNEMENTS ET PARTENARIATS

## LES SESSIONS RÉGIONALES PARIS ÎLE-DE-FRANCE



Après plusieurs années sans formation, l'Institut a organisé deux sessions régionales Île-de-France : la 224<sup>ème</sup> en novembre-décembre 2021 et la 227<sup>ème</sup> au printemps 2022. Ce sont 90 nouveaux auditeurs qui ont rencontré le général Durieux et ont reçu leur diplôme dans les salons du Gouverneur militaire de Paris.

Les sessions étaient basées à la Bergerie nationale de Rambouillet. Nous avons construit leur programme avec la nouvelle direction des sessions en région de l'Institut pilotée par le préfet Jean-Michel Delvert.

Elles ont respecté le triptyque de l'enseignement de l'IHEDN :

- conférences de haut niveau;
- visites de sites : le Groupe ARQUUS spécialisé dans les véhicules militaires, la base d'Évreux, les douanes à Roissy CDG, les centres de crise SNCF, la Marine à Brest, et la visite mémorielle au Mont Valérien ;
- travail de comité sur des thématiques propres à l'IDF : résilience en Île-de-France, Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de 2024, devoir de mémoire et lien Armée-Nation en Île-de-France.

Une présentation des associations régionales de Versailles et de Paris Île-de-France a été faite lors d'un moment amical, le jour de la clôture.

Bienvenue à ces auditeurs dans nos associations régionales et merci à Fabienne, Frédéric et Didier qui ont suivi les comités.

Pascal Roze



## PARTICIPATION À LA FABRIQUE DÉFENSE

*28 au 30 janvier 2022*

La 2e édition de la « Fabrique Défense » s'est tenue du 28 au 30 janvier 2022 à la Grande Halle de la Villette, événement de clôture de manifestations qui s'étaient déroulées dans toute la France au cours des mois précédents. Coordonné par le ministère des Armées et labellisé dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE), cet événement avait pour objectif de contribuer au développement d'une culture stratégique européenne auprès des jeunes.

Répondant à l'appel de l'IHEDN, nous avons organisé une permanence tout au long des trois jours. Notre secrétaire générale, Coralie Noël, a préparé l'événement avec l'IHEDN et constitué une équipe de huit membres du comité directeur qui se sont relayés : Thierry Colombier, Yvan Chazalviel, Maïté Verdol, Stephen Silvestrini, Bernard Lamy, Élisabeth Massonnet, Émeric Constans, Coralie Noël.

Notre ancien président, Édouard Detaille, est également passé. Certains sont venus deux jours ou sont restés plus longtemps que prévu. Une belle mobilisation de toute une équipe qui doit être, ici, remerciée.

Notre association était présente sur le stand M49 dans l'espace Recherche et Formation, aux côtés de l'IHEDN, de l'association 3AED et des Jeunes IHEDN. La fréquentation globale du stand IHEDN a été de l'ordre de 300 personnes. Notre équipe a échangé avec des interlocuteurs variés : anciens auditeurs, récents auditeurs souhaitant adhérer, intervenants potentiels pour de futures conférences, responsables de centres SNU, et de nombreux jeunes en études supérieures dans les domaines de la défense ou de l'international s'intéressant aux possibilités qui leur seraient offertes en termes de formation à l'IHEDN et de réseau associatif ou de parcours professionnels.

Nous avons pu éclairer les jeunes sur les modalités d'accès aux formations et ce qui se passe après. Nous avons présenté l'association et ses activités, ce que nous avons retiré de notre expérience d'auditeur et avons évoqué nos parcours respectifs dans l'idée de contribuer à leur réflexion sur leur orientation professionnelle et l'éventail des possibles. Nous avons remis la plaquette de l'association et projeté une vidéo de présentation. Nous avons également diffusé la vidéo du journaliste Joël-François Dumont sur l'ère post-Merkel et les évolutions possibles pour l'Europe de la défense, entretien que nous avons préparé en amont avec lui en adéquation avec le contexte de la PFUE.

Nous considérons que l'événement « Fabrique Défense » est important car il procède du principe « de l'aller vers » : vers les jeunes pour les sensibiliser davantage aux enjeux de diplomatie internationale, de sécurité et de défense, pour les informer sur les orientations et les métiers dans ces domaines. Cet événement, qui s'est déroulé dans un bon état d'esprit général, permettait des contacts facilités et ouverts qui ont été motivants pour les jeunes. L'originalité de l'événement tient, en particulier, à ce qu'il regroupe, en un même lieu, une grande diversité de sujets et d'acteurs publics et privés.

Les conférences étaient intéressantes, les jeunes participaient activement. Les stands et démonstrations étaient diversifiés : innovations technologiques, organismes de recherche, entreprises privées, direction du renseignement, etc. En marge de notre permanence, certains d'entre nous ont pu assister à des conférences et visiter d'autres stands, ce qui s'est avéré également intéressant pour des « moins jeunes ». La présence simultanée des Jeunes IHEDN, de 3AED et de notre association régionale a permis de répondre à des questions émanant de toutes tranches d'âge, en complémentarité. Notre présence à la Fabrique Défense s'est inscrite dans l'écosystème IHEDN, les associations permettant d'incarner physiquement et d'illustrer concrètement par quelques exemples la vie professionnelle et les activités de réseau possibles après le cursus de formation.

En conclusion, un événement tourné vers la jeunesse, important et intéressant, avec un bilan positif.

Coralie Noël

## CAMPUS CYBER À LA DÉFENSE

Dans le cadre du « Train 4.0 de la cyber » évoquée dans l'activité de notre comité d'étude cyberstratégie, les auditeurs IHEDN Paris Île-de-France ont inauguré, le 15 mars, le nouveau lieu Totem du Campus Cyber à La Défense. Deux tables rondes ont été organisées puis animées par Gaëlle Picard-Abezis (AR16) autour de l'engagement et de l'orientation, puis autour des métiers et de la performance. L'objectif était de comprendre les actions à mener et les points de blocage.

Sur la base d'une réalité de 11% de femmes dans la cyber versus 24% aux États-Unis, dans un écosystème en pleine expansion, Richard Sangare, responsable général de la Sécurité des Systèmes d'Information au ministère de la Justice, nous faisait partager sa conviction qu'il ne faut cesser d'acculturer et de sensibiliser aux métiers sans relâche pour, d'une part, faire connaître la filière et, d'autre part, donner envie de s'y investir.

Émilie Peneloux, étudiante en Master Management Cybersécurité et SI, et Imane Moquet, étudiant en Licence Administration des systèmes et sécurité réseau, ont,

respectivement, évoqué leur choix de carrière, soit sur une décision qui l'a propulsée dans une promo où elle est la seule fille !... soit basé sur le hasard tout en s'épanouissant complètement.

Laurence Laloubère, chef du département de Conception et développement Cyber au sein de COMCYBERGEND, a évoqué avoir basculé d'une orientation initiale en ingénierie numérique vers une carrière de gendarme par vocation et engagement. Encourager les candidatures féminines et lutter contre les stéréotypes est l'un de ses engagements tant dans le secteur de l'éducation que dans celui des médias.

La seconde table ronde était orientée autour de la performance et de la cybersécurité sous l'angle de la diversité. Deux séquences ont animé ce débat, une première autour de la diversité et des outils, la seconde autour de la performance et des talents.

Loïc Guillemot nous a partagé la vision que porte un directeur des risques autour du sujet de la diversité, quand Louise Bautista nous a expliqué à distance comment défendre l'impact de la diversité pour la France en tant que Nation : *« Il n'y a pas besoin d'être féministe pour comprendre qu'il y a là un levier significatif. D'autres états l'ont déjà compris d'où les séries israéliennes ayant un « pirate » (hacker) comme personnage principal ou encore ces compétitions de piratage (hacking) organisées par HitconGirls à Taiwan ».*

La cybersécurité consiste à protéger les entreprises et la richesse des profils atypiques! Pour Lauriane Rieger, il ne s'agit pas d'un métier mais des métiers et ce qu'elle a construit chez Canal + est un exemple de réussite.

Ilhame Choukrani revient autour des éléments clés pour une entreprise qui doit construire son offre cyber et comment cet enjeu peut, à la fois, mêler la mixité et la diversité. Loïc Guillemot revenait ensuite sur l'état actuel de « guerre des talents » et son impact pour un RSSI. En évoquant mentorat et reconversion, les solutions sont connues et nombreuses mais l'enjeu est de les mettre en place de façon effective et de lever les freins et les biais existants.

En résumé sur ce sujet crucial, il est primordial de sensibiliser nos élites à la nécessité d'une diversité accrue notamment dans la cybersécurité où le maître-mot est devenu, au fur à mesure des années, la résilience.

Gaëlle Picard-Abezis  
Olivier Lys

## 12 MAI 2022 - RALLYE DE LA VICTOIRE

Félicitations à nos 120 élèves de classe Défense « classes engagées » jeudi 12 mai au « Rallye de la victoire », organisé

par la Délégation militaire départementale de Seine-et Marne au CNSD (Centre national des sports de la défense) de Fontainebleau.

L'IHEDN de Seine-et-Marne de l'AR PARIS Île-de-France, présente aux côtés d'autres partenaires (ONAC, Réservistes, Gendarmerie, SDIS, Police nationale, SNU, IEN), a proposé à tous les groupes une animation « défis citoyenneté » sur les thématiques suivantes : Citoyenneté, Mémoire, Engagement, Défense.

Mélangeant la culture, le sport, la créativité et les défis, les jeunes ont été acteurs de leur atelier. Bravo à tous les participants et aux organisateurs pour cette journée riche en partage !



Une journée clôturée par une remise des prix aux classes participantes, en présence du sous-préfet de Fontainebleau.

Carine Bentolila  
Maryse Viseur

## BOOTCAMP - GÉNÉRATION 2024 - ÉDITION 2022



Projet lancé par la Réserve citoyenne du Gouverneur militaire de Paris, l'édition 2022 du Bootcamp - génération 2024 a réuni 200 jeunes filles et garçons de la filière des métiers de la sécurité des lycées d'Île-de-France et de Normandie, mercredi 11 mai toute la journée, au Fort Neuf de Vincennes.

Ce projet a but de rapprocher notre jeunesse de nos forces armées et de permettre à toutes et à tous les volontaires de pouvoir vivre une journée en immersion et pourquoi pas de

se découvrir une vocation nouvelle.

Chaque établissement était représenté par une équipe mixte de 10 dix jeunes accompagnés par un enseignant, soutenue et entraînée par un militaire du groupement de recrutement des forces armées d'Île-de-France et d'Outre-mer de Vincennes.

Les équipes ont pu se mesurer tout au long de la journée au travers d'épreuves sportives, professionnelles et citoyennes. Les ateliers étaient, pour moitié, sur le thème du métier de soldat et pour l'autre moitié sur les spécialités des métiers de la sécurité.

Les équipes ont présenté un dossier pédagogique sous une forme libre : dossier, vidéo, rediffusion etc.

Ce travail pédagogique portait, cette année, sur le thème de l'implication de nos forces armées dans le cadre de « l'opération Résilience ».

L'équipe du lycée La Salle Saint-Nicolas d'Issy-les-Moulineaux a remporté la troisième édition du Bootcamp 2022 - génération 2024. L'équipe était suivie par l'adjudant-chef Ludovic Savigny, du CIRFA des Hauts-de-Seine.

Le lycée Joliot-Curie de Nanterre s'est vu attribuer le prix du meilleur travail pédagogique pour cette édition 2022.

La cérémonie de clôture, sous le commandement du Colonel Paul-Marie Vilbe, chef de corps du GRS d'Île-de-France et d'Outre-Mer, de Vincennes, accompagné de monsieur Nicolas Deroo, directeur de cabinet-adjoint de monsieur Christophe Kerrero, recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, a permis de finir sur un temps ritualisé et festif pour toutes les équipes, encadrants et personnel du GRS. Un grand bravo à tous les élèves et enseignants, au GRS, au corps d'inspection et à nos partenaires, la FNAM et l'AR Paris Île-de-France représentée par son président Pascal Roze et sa vice-présidente, Maryse Viseur.

Nos remerciements à Benamar Benzemra, proviseur, conseiller défense, mémoire et citoyenneté D.S.D.E.N 92

Maryse Viseur

## VIE DE L'ASSO

### VOYAGE D'ÉTUDE À STRASBOURG

Après une année 2020 passée sans pouvoir effectuer son traditionnel voyage d'étude pour cause de pandémie de Covid 19, l'association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France a organisé ce dernier à Strasbourg, du 23 au 26 septembre 2021.

Parmi les 15 participants, nous avons eu le plaisir d'accueillir quatre représentants de l'Association nationale des auditeurs Sécurité et Justice (ANA-SJ), qui rassemble les auditeurs issus de l'IHESI (Institut des hautes études de la sécurité Intérieure), créé en 1990, et de ses évolutions jusqu'à la création au 1er janvier 2021 de l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur.

Jacques Colliard, actuel président de l'ANA-SJ, et Pierre-Albert Levallant, président d'honneur et premier président de l'ANA-SJ ont ainsi retrouvé, parmi les représentants de l'AR16, deux membres également de l'ANA-SJ, ce qui a renforcé la cohésion et la convivialité de notre groupe.

Les réflexions de la mission étaient axées autour de cinq thèmes : la singularité de l'Alsace-Moselle de 1870 à 1992 ; la sécurité collective ; la sécurité et la gestion de crise ; la protection des innovations et la valorisation des droits de propriété intellectuelle ; le patrimoine architectural de la vieille ville et de la « ville allemande ».

Nous avons, tout d'abord, appréhendé l'aspect historique, depuis le traité de Francfort signé après la guerre de 1870 qui organise la première annexion de l'Alsace (et de la Moselle) à l'empire allemand puis le retour à la France en 1918, la deuxième annexion de l'Alsace en 1940 et de nouveau le retour à la France après la Libération. Une génération d'Alsaciens a ainsi pu changer 4 fois de nationalité en 75 ans, ce problème identitaire se doublant de déplacements (volontaires ou forcés) de populations voire de changements de nom imposés lors de la deuxième annexion.

Nos visites et conférences ont eu pour but d'éclairer l'histoire singulière de ce territoire. À l'Hôtel de Ville, une conférence passionnante nous a permis de découvrir tous ses aspects, de visiter la salle où s'est tenue la première réunion du Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 8 août 1949. Nous avons découvert la complexité du droit local alsacien-mosellan et son application quotidienne. Dans la République d'aujourd'hui, que peut devenir cet aspect identitaire, quel avenir pour ce droit local qui comporte des aspects, notamment sociaux, intéressants et des aspects parfois contestés dans le reste du pays, notamment pour ce qui concerne les cultes religieux ?

La visite du Mémorial Alsace-Moselle, par son parcours original (films, témoignages, photos, exposition, ligne Maginot) retraçant la période 1870 à 1945, a concrétisé cette histoire particulière, la réconciliation et la volonté de construire une Europe unie et en paix.

La visite du site de l'ancien camp de concentration

de Natzweiler-Struthof en pleine forêt, seul camp de concentration allemand en France ouvert début 1941. Ce « Konzentrationslager KL » du Struthof nous a fait comprendre l'atrocité des traitements subis par ses détenus (prisonniers de guerre, prisonniers politiques, juifs, tziganes, homosexuels...) venus de toute l'Europe. Que d'émotion devant le souvenir de ce que peut faire la folie des hommes ! Nous ne serons jamais assez vigilants devant les discours de haine qui voudraient banaliser, voire nier, la réalité de tels massacres et de leur sauvagerie.

Ce camp est visité par de très nombreux groupes scolaires. Puisse-t-il marquer les jeunes générations et les inciter en permanence au respect des valeurs de notre République, « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Nous avons abordé la contribution à la sécurité collective européenne au travers de deux visites :

D'une part, à l'Eurocorps ou corps de réaction rapide européen, créé en 1992, en continuité du traité franco-allemand de l'Élysée, dont l'État-major est installé depuis octobre 2013 à Strasbourg, et qui constitue une importante étape vers une politique de sécurité et de défense. Sa composition multinationale permet d'accroître l'interopérabilité entre les forces armées des États participants. Il a pour missions la défense commune, l'exécution de missions de restauration ou de maintien de la paix au profit de l'ONU ou de l'OSCE. Il est également mis à la disposition de l'OTAN.

D'autre part, au Centre de coopération policière et douanière franco-allemand (CCPD) qui est un exemple permanent de la volonté franco-allemande de construire ensemble la sécurité collective et la lutte contre la délinquance et les trafics frauduleux, en particulier dans la zone frontalière malgré la libre circulation des personnes et des biens dans l'Union européenne instaurée en 1993. Situé à Kehl, de l'autre côté du Rhin, c'est le plus ancien (1999) des 10 CCPD installés aux frontières terrestres françaises et l'un des plus importants des 45 CCPD européens. Sa zone de compétence couvre la Moselle, les deux départements alsaciens et le Bade-Wurtemberg.

L'analyse du domaine de la sécurité et de la gestion de crise a utilement complété notre approche de la coopération franco-allemande dans le domaine de la sécurité et de la défense : Outil de gestion de crise, le Centre opérationnel départemental (COD) est mis à disposition du préfet qui le préside, et l'active lors d'un événement majeur survenu dans sa zone de compétence territoriale. Il rassemble à la préfecture l'ensemble des acteurs de la sécurité civile, la police, la gendarmerie, les services de l'État concernés et les représentants des collectivités, pour cerner au mieux la situation et prendre des décisions adéquates.

L'organisation et les enjeux de la sécurité sur le Rhin nous ont également été présentés, avec une approche tri-nationale.

Nous nous sommes également plongés dans les arcanes de

la protection intellectuelle des innovations, de la valorisation des droits de propriété intellectuelle et du rôle de la douane, des missions du Centre d'Études internationales de la Propriété industrielle (CEIPI) : formation pour la qualification des examens de conseil en propriété industrielle, mandataire auprès de l'Office européen des brevets, rayonnement international, plus-value et force économique d'un portefeuille de titres de propriété intellectuelle.

Enfin, un autre aspect de l'histoire que nous avons beaucoup apprécié est la visite de la vieille ville et de ses monuments magnifiques marquant le tissu et le bâti urbain ancien conservé en très grande partie : hôtels particuliers de grès rose, vieilles maisons à colombages, ponts et canaux de la Petite France, ancien quartier de pêcheurs, de tanneurs et de meuniers, sans omettre la cathédrale Notre-Dame construite de 1150 à 1439, chef-d'œuvre gothique avec sa flèche de 142 mètres.

La visite du « quartier allemand » de Strasbourg, le Neustadt, nous a permis de découvrir les édifices construits par les Allemands après 1871, afin de faire de Strasbourg une grandiose capitale du Reichsland d'Alsace-Moselle selon un courant d'architecture germanique intéressant, également mis en œuvre à Metz.

Il est rare de voir autant de témoignages architecturaux chargés de leur histoire dans un espace qui peut être arpenté en une journée ou une demi-journée.

Ces rencontres professionnelles, la compétence des nombreux intervenants vus et entendus nous ont fait découvrir, hélas insuffisamment, divers éléments majeurs des particularismes de l'Alsace-Moselle » et de leur impact historique dans les relations franco-allemandes maintenant empreintes du sceau de la paix, de la coopération et de l'amitié.

Que tous ceux qui nous ont si chaleureusement accueillis soient, ici, très vivement remerciés.

Elles ont aussi illustré l'intérêt de multiplier les contacts entre les divers auditeurs intéressés par les questions de défense ou plus tournés vers les questions de sécurité et de justice : le continuum indispensable entre ces notions le justifie à lui seul et l'accueil qui nous a été réservé est le meilleur augure de la réussite d'un tel rapprochement, souvent évoqué, plus rarement concrétisé, et parfaitement réalisé.

Une des suites de ce voyage sera donc d'étudier comment approfondir les relations entre nos associations pour fédérer le maximum d'initiatives entre tous les partenaires engagés sur ces thèmes fondamentaux de défense, sécurité et justice.

Ce fut un moment très riche à tous points de vue, parfaitement et minutieusement conduit. Merci à ses organisateurs, le trio Camille Guthmann, chef de mission, Yvon Chazalviel et Élisabeth Massonnet.

## EXPOSITION "ANNI ET JOSEF ALBERS, L'ART ET LA VIE"

Janvier 2022

Le jeudi 6 janvier 2022, nous étions plusieurs auditeurs à avoir la chance de nous retrouver au sein du musée d'Art moderne de la ville de Paris, afin de découvrir l'univers pictural, historique, politique et artistique des consorts Albers.

Au sein du mythique mouvement artistique du Bauhaus (1919-1933), à Weimar puis Berlin, Anni et Josef, se découvrent, s'aiment, se marient dans cette Allemagne de l'entre-deux guerres. Aux côtés des artistes phares, Vassily Kandisky et Paul Klee qu'ils retrouveront aux États-Unis, ils progressent, apprennent, expérimentent, dans ce foisonnement culturel intense.

Lorsque le « Diktat de Versailles » amènera leurs compatriotes à devenir obsédés par ce « Diktat de Versailles » (« un traité trop dur pour ce qu'il a de doux, et trop doux pour ce qu'il a de dur », ainsi que l'écrit Jacques Bainville, in « Les conséquences politiques de la Paix »), Anni et Josef, continueront à s'aimer, vivre et créer dans ce nouveau monde plein de promesses, et loin de cette nouvelle Allemagne du IIIème Reich.

Aux États-Unis, ils confronteront leur apprentissage « Bauhaus » aux arts premiers, précolombiens, indiens et latino-américains, et bien évidemment, à l'instar de leur germanique jeunesse, ces deux artistes ne s'intéressent pas qu'à la peinture, la tapisserie, le « design » voire l'architecture, l'art religieux; rien ne leur échappe, tout les intéresse, et notamment tout type de matériaux et de supports.

Pour quel résultat ?

Avec humour, certains visiteurs, vous diront l'invention du « QR code » !



Anni Albers - *Double impression IV* - 1978  
Impression offset / Photo offset - The Josef and Anni Albers Foundation

Plus sérieusement, la recherche de l'épure, de l'abstraction, le travail sur les couleurs, l'utilisation de la géométrie donnent l'impression d'une grande proximité (qui évolue temporellement selon les périodes) avec des peintres européens majeurs.

De Soulages à Vasarély, en passant par Mondrian, le couple Albers adopté puis adulé par l'élite intellectuelle d'Outre-Atlantique, nous semble, au final, être resté terriblement européen dans l'âme.

Ou autrement dit, quoi de neuf, « le Bauhaus » !

Jean-Luc Imauven

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2022

14 mai 2022



Crédit photo : Fabienne Issot-Sergent

Après les éditions 2020 et 2021 en visioconférence, notre assemblée 2022 s'est enfin tenue en présentiel à l'École militaire et a réuni une soixantaine d'adhérents. Les rapports de gestion de l'année 2021, le budget prévisionnel 2022 et la cotisation 2023, ont été adoptés à l'unanimité.

Le président, Pascal Roze, a souligné que l'association avait réussi à traverser cette période compliquée pour toute la société et que le climat général de la communauté IHEDN avait retrouvé la confiance. Il a, également, souligné la nécessité de rester vigilants et actifs et de poursuivre notre engagement pour faire rayonner l'association.

La secrétaire générale, Coralie Noël, a évoqué les dix conférences diversifiées organisées en 2021, dont le colloque avec HEC Géostratégies sur « les enjeux africains ». L'année 2021 confirme le tournant du numérique qui a été pris en 2020, et les visioconférences permettent une audience plus large. Les travaux des comités d'études se poursuivent sur les thématiques Cyber et Europe. Un nouveau comité vient d'être mis en place sur le « plan France 2030 ». Des travaux ont été rendus sur le thème national 2021 « Résilience » et ont été régulièrement menés sur le thème national 2022 « Sécurité ». L'association était présente aux côtés de la 224ème session en région Île-de-France en fin d'année 2021

et a été présente pour la 227<sup>e</sup> session qui s'est tenue en mai 2022.

En septembre 2021, entre deux pics épidémiques, nous avons réussi à organiser un dîner convivial à l'École militaire et un voyage d'étude à Strasbourg. L'association a poursuivi sa participation dans les trinômes académiques et à l'encadrement du Service national universel. La première partie de l'année 2022 aura été bien active, avec notre participation à « La Fabrique Défense » en janvier 2022, l'organisation de 8 huit conférences sur le premier semestre, ainsi que la visite du Salon « Eurosatory » en juin 2022.

Le trésorier, Thierry Colombier, a présenté les comptes 2021 et le budget prévisionnel 2022, ainsi que le maintien de la cotisation à 50 € pour 2023. Des échanges se sont ensuite tenus avec les adhérents sur les réalisations et les perspectives. Le président, qui arrivait en fin de mandat, a indiqué qu'il ne briguerait pas sa succession, la prochaine réunion du comité directeur devant donc élire une nouvelle gouvernance, présidence et bureau. Le président a été applaudi et remercié.

Dans le cadre du renouvellement annuel du tiers sortant du comité directeur, Stephen Silvestrini ne se représentait pas et a été remercié pour son action en faveur des trinômes académiques pour lesquels il continuera à assurer une liaison. Huit candidatures ont été présentées pour sept sièges à pourvoir. Les élections ont abouti, après présentation des candidats, à la réélection d'Yvan Chazalviel, Thierry Colombier, Camille Guthmann, Coralie Noël et Maryse Viseur et à l'élection de deux nouveaux membres, Yves-Henri Renhas et Emmanuel Spiry, qui intègrent ainsi le comité directeur. Étienne Jaboeuf, en revanche, le quitte selon les lois de la démocratie. Qu'il soit remercié pour son implication.



Crédit photo : Fabienne Issot-Sergent

Les participants se sont ensuite retrouvés à la Rotonde de l'École militaire pour un déjeuner convivial et animé.

Coralie Noël

## INFOS PRATIQUES

Pour les quelques adhérents qui n'ont pas encore renouvelé leur cotisation 2022, il est encore temps ! Nous rappelons

que la cotisation reste inchangée à 50€ et l'abonnement à la revue « Défense » est de 30€.

Deux possibilités pour le règlement :

- par carte bancaire : aller sur notre site web :

<https://www.ihedn-arparisidf.org/>

puis aller dans le menu en haut « vie de l'association » puis « renouvellement d'adhésion ».

- par chèque bancaire à l'ordre de « IHEDN Paris IdF » à notre adresse habituelle : 1 place Joffre – F-75700 Paris SP 07



Notre association s'est ouverte depuis longtemps déjà sur les réseaux sociaux. N'hésitez pas à relayer nos publications et à les marquer positivement :

**Facebook :**

<https://www.facebook.com/IhednRegionParisIledeFrance/>

**Twitter : IHEDNParisIDF**

**LinkedIn : IHEDN REGION PARIS ILE DE FRANCE**

**YouTube : IHEDNPARISIDF (en majuscule)**

L'e-annuaire de l'Union-IHEDN est dorénavant opérationnel : plus qu'un simple annuaire, cet espace est l'outil commun à toutes les associations de l'Union-IHEDN et vous permet d'élargir votre réseau et d'échanger avec les autres associations. Pour ceux d'entre vous qui ne sont pas encore inscrits, envoyez un courriel à : [secretariat@ihedn-paris.eu](mailto:secretariat@ihedn-paris.eu)

Regardez ou re-regardez toutes nos conférences animées par notre camarade Frédéric Jallat sur notre chaîne **YouTube : IHEDNPARISIDF (en majuscule)**.

Tous les courriels envoyés exclusivement à nos adhérents comportent, dans la partie communauté - en fin de page -, la dernière revue de presse de la revue « Défense » proposée par notre camarade André Dulou.

# LES BRÈVES

## OPÉRATION SOLIDARITÉ UKRAINE

*Une mission hospitalière pour le chevalier de l'Ordre de Saint-Lazare de Jérusalem, auditeur de l'IHEDN*



Ancien militaire, je me suis senti particulièrement concerné par le drame ukrainien et, dès le 24 février 2022, voyant les problèmes se dessiner du fait du conflit, je me suis, avec quelques amis, mobilisé pour venir en aide aux blessés et aux réfugiés en collectant des vêtements et de l'aide médicale et alimentaire.

Dans un premier temps, j'ai fédéré les anciens combattants des différents arrondissements de Paris pour recueillir des vêtements et des vivres, à charge pour les maires d'arrondissement de les transporter.

Parallèlement, en Auvergne, je lance l'opération « béquille et cannes anglaises ».

Avec un camarade, également, officier de réserve et auditeur IHEDN, nous partons, dimanche 27 mars, avec son véhicule pour Lublin, ville située à la frontière Ukrainienne (3 200 km A/R) pour apporter 1m<sup>3</sup> de matériel médical, des béquilles, déambulateurs et fauteuils roulants et près de 200 kg de vivres. Nous avons trouvé, là-bas, un élan de solidarité à l'image de ces ballets incessants de petits véhicules qui partent à la frontière avec des vivres et qui reviennent avec trois ou quatre personnes pour le centre d'accueil de réfugiés de Cracovie afin d'y trouver un moment d'échange et de chaleur humaine.

Une expérience inoubliable...

À notre retour, j'ai prévu de faire un compte rendu de notre voyage sous forme de power point pour remercier les nombreux donateurs.

Jean-Marc Thomas

# LE CARNET

Philippe de Guitaut était un de nos grands anciens et faisait partie de la première génération de l'AR Paris, celle de nos trois premiers présidents, Georges Devic, André Guibert, Pierre-Yves Savelli.

Vice-président d'honneur de notre association, il a contribué activement à l'animation de nos comités d'études ainsi qu'à l'encadrement des sessions de la région Paris Île-de-France. Il a rédigé, en outre, plusieurs rapports sur la consolidation du lien jeunesse/nation qui lui tenait à cœur et a été très actif au sein des associations d'officiers de réserve et d'anciens combattants.

Sur le plan professionnel, il a fait toute sa carrière à la SHELL française, filiale du groupe ROYAL DUTCH SHELL et j'ai eu le plaisir à cette occasion de travailler, à mes débuts, avec lui, pendant deux ans.

C'est lui qui m'a particulièrement motivé pour rejoindre notre association.

Sa famille était originaire du Lot. Elle est connue à travers les romans d'Alexandre Dumas, notamment par la trilogie des « Trois Mousquetaires » où l'on retrouve deux membres de cette famille parmi les mousquetaires du cardinal Mazarin, qui côtoient le célèbre d'Artagnan pendant les troubles de la Fronde.

Pierre d'Amarzit

